

MARSEILLE

Jean-Paul Segade quitte les hôpitaux

La rumeur parcourait les couloirs des hôpitaux publics marseillais depuis plusieurs semaines déjà. Elle a pris la forme d'une information officielle, hier, par le biais d'un communiqué de l'AP-HM relayant la décision du ministère de la Santé: après quatre ans et demi à la tête de l'institution, Jean-Paul Segade quittera son poste avant la fin de l'année. Agé de 59 ans, cet homme à l'action controversée vient d'être nommé, à l'instar de son prédécesseur à l'AP-HM, Guy Vallet, à l'Inspection Générale des Affaires Sociales (Igas). Une mutation effective au 1^{er} janvier présentée comme une "promotion" par Jean-Paul Segade, même si des proches du dossier évoquent, de leur côté, "un placard doré offert à un haut fonctionnaire en fin de carrière et plus en odeur de sainteté dans les cabinets ministériels".



Jean-Paul Segade quitte l'AP-HM après 4 ans de direction. / PHOTO P. NOSETTO

une échéance ensuite repoussée de 2 ans - paraît hors d'atteinte. Un bilan comptable un peu plus noir par deux rapports à charge de la chambre régionale des comptes. Le premier, en février, pointant une dépense "d'au moins 14 millions d'euros largement voire totalement inutile" consenti par l'AP-HM pour moderniser son système informatique. Le deuxième, plus embarrassant, dressait un sévère réquisitoire contre le financement "injustifié" de la politique culturelle à l'AP-HM, un secteur alors confié à Michèle Segade, son épouse. Le directeur général, pour sa défense, se dira "victime d'une campagne de déstabilisation". "Il est évident que certains souhaitent mon départ". Parmi ceux-là, on peut classer en tête de peloton Marc Katramados, le bouillonnant leader Force Ouvrière des hôpitaux marseillais, qui, hier, ne cachait pas sa joie: "Je suis devenu croyant", s'amusait-il, "on a exaucé la phrase délirante de nos élus: 'Un tout puissant leader syndical qui, dans la journée, s'est vu adresser un mail de départ de Jean-Paul Segade, lui rappelant au passage que 'la situation majoritaire de Force Ouvrière crée autant de droit que d'obligation...'" Et de conclure, à double tranchant: "Je fais confiance à votre organisation pour renouveler le dialogue social dans une démarche équilibrée et dans une volonté de faire du service public un point de rencontre avec le nouveau directeur général".

Laurent D'ANCONA

Les "antimétropole" peaufinent leur stratégie

Réunis hier à Aubagne, les élus ont décidé de publier une lettre dans la presse

Les idées ont fusé hier après-midi au centre Agora d'Aubagne où étaient rassemblés maires et élus du département, à l'invitation de Daniel Fontaine, maire d'Aubagne et vice-président de l'Agglo et du conseil général des Bouches-du-Rhône. "Cette réunion fait suite à diverses initiatives organisées dans le département. Nous voulons faire savoir que nous avons la volonté de coopérer mais dans un cadre qui a été réfléchi", débutait Daniel Fontaine, pour qui le temps presse "la nouvelle loi doit être votée avant le printemps 2013; cela veut dire qu'elle est en fin d'écriture".

Comment peser sur cette rédaction, pour que le gouverne-

"Je ne vois pas pourquoi on imposerait une décision à un million d'habitants!"

ment, et les parlementaires, tiennent compte de la volonté des élus locaux? C'est à cette question que les présents ont tenté de répondre hier, en formulant diverses propositions.

"Nous apparaissons comme les méchants riches qui ne veulent pas venir en aide à la pauvre Marseille", commentait Sophie Joissains, pour qui les "antimétropole", doivent rester sages. "Il faut demander des aides spécifiques de l'État et l'intervention du conseil général pour Marseille, mais aussi montrer que nous sommes attachés à notre territoire", poursuivait la sénatrice Parti radical, dont la mère et présidente de la communauté d'agglomération du pays d'Aix, Maryse Joissains, avait assuré le maire d'Aubagne de tout son soutien, avant la réunion par téléphone, tenait à préciser ce dernier.

Michel Toton, maire de Salon, soulignait à son tour que le



Sophie Joissains, au premier plan aux côtés de Daniel Fontaine, suggère de rédiger un document pour le grand public. / PHOTO M.-C.B.

"Il faut faire en sorte que la loi à venir soit une belle expérience de démocratie."

C'est finalement le président de l'Union des maires, Roland Darrouzes, qui fédérait tout le monde en rappelant que l'objectif était l'abrogation de la loi. "Pourquoi n'arriverions-nous pas à travailler dans le cadre d'un pôle métropolitain sur des sujets que personne ne nous imposera?"

Et Magali Giovannangeli, présidente de l'Agglo du pays d'Aubagne et de l'Étoile de renchéir. "Il faut faire en sorte que la loi à venir soit une belle expérience de démocratie capable de prendre en compte ce qui a été fait sur le territoire." Au terme de deux heures de discussions,

le collectif décidait finalement de prolonger la lettre initiée par le maire de Plan-de-Cuques, Jean-Pierre Bertrand, et déjà signée par 55 maires, en la publiant dans la presse régionale et nationale.

Une nouvelle initiative forte, alors que les communautés d'agglomération, votent les unes après les autres, en assemblée, leur opposition à la métropole, comme doit le faire le pays d'Aubagne et de l'Étoile demain soir, et le pays d'Aix le 30 octobre. Des votes qui se font quasiment tous à l'unanimité, à quelques voix d'abstention près. La question de la métropole réconcilie décidément l'ensemble de l'échiquier politique, du maire communiste d'Aubagne, Daniel Fontaine, à la sénatrice Parti radical Sophie Joissains, côte à côte, hier, pour mener cette réunion stratégique.

Marie-Cécile BÉRENGER
mcberenger@laprovence-presse.fr

CE QUI SE TRAME DERRIÈRE LES "CHICAYAS" DES SOCIALISTES

Les querelles du congrès fédéral préparent à celles des primaires de 2014

À quatre jours du congrès de Toulouse qui intronisera Harlem Désir à la tête du Parti socialiste, le conseil national qui se tient ce soir à Paris fera un nouveau détour par Marseille, où les querelles continuent d'empoisonner le climat, près de dix-huit mois après le rapport Richard réclamant plus de démocratie interne. Ce soir devrait ainsi être validée la liste des représentants des Bouches-du-Rhône au sein de la motion 1 (Désir), largement majoritaire avec plus de 70% des voix, ainsi que du conseil fédéral. Comme rien n'est jamais simple au pays de la rose, c'est

à l'intérieur de cette majorité que se déchirent les socialistes. Sur la droite de fond presque trop évidente de la proximité ou non avec un Jean-Noël Guérini revenu dans le jeu plus ou moins directement, ils n'ont pas réussi à s'entendre lors du congrès départemental qui s'est tenu samedi aux Pennes-Mirabeau.

Une quarantaine de délégués des sections ont ainsi refusé de valider la composition du nouveau conseil, laissant à Paris le soin de trancher, une menace brandie à demi-mot, selon les



Harlem Désir, Patrick Mennucci et Jean-David Ciot, en juin à Marseille. / DR

interprétations qu'on pouvait faire d'un courrier envoyé par Harlem Désir via son secrétaire aux fédérations. "Cette lettre, explique un proche de Désir, était une manière de dire que nous sommes capables de manier les mots à double sens. Si les Bouches-du-Rhône appliquent le rapport Richard, on adressera un satisfecit. Sinon, on interviendra. Nous gardons l'héroul sous tutelle et le Pas-de-Calais n'en est pas si loin, après tout. Mais Jean-David Ciot est un garçon raisonnable..." Grand favori pour se succéder à lui-même

au sommet du PS départemental, le néodéputé aixois a voulu samedi faire "cesser les chicayas" en jouant naturellement les rassembleurs. Après quelques coups de fil, il a rééquilibré le rapport de force entre les pro-Guérini et les autres, leur offrant 21 places sur 77 au sein de la motion 1. Le maire du Puy-Sté-Réparate qui vise la mairie d'Aix et n'aurait rien contre la présidence d'une future métropole, ne doit se fâcher avec personne. Ni avec les maires du département, dont beaucoup restent proches de Jean-Noël Guérini, ni avec les instances nationales, où il est observé, ni avec les opposants déclarés au patron du Conseil général, Marie-Arlette Carlotti, Patrick Mennucci et Eugène Caselli notamment.

Eux, ont en tête les municipales 2014 à Marseille. Et les primaires à gauche qui en seront l'antichambre. "L'essai de me situer en permanence au-dessus de la mêlée politique, l'heure est au rassemblement", souligne Eugène Caselli dans une stratégie similaire à celle de Jean-David Ciot. Le président de la communauté urbaine MPM s'en est récemment rap-

Ciot vise Aix et la métropole. Caselli aussi. Plus Marseille. Comme Mennucci et...

proché, assurant qu'il est "justement le candidat le plus rassembleur. Il a la capacité et la volonté pour sortir des amalgames. Quand à moi, je ne suis l'otage de personne." En s'assurant d'éventuelles bonnes grâces hors Marseille, il garde l'objectif métropolitain à portée. Et enlève du poids à Patrick Mennucci, dont il sait la force des réseaux et le caractère combatif.

"Eugène s'est rallié aux guérinistes, attaque le député-maire des 1^{er}-7. Il est normal qu'il cherche à m'écarter. Mais les primaires citoyennes iront bien au-delà des appareils socialistes." D'ici un an, elles dévoileront de nouvelles ambitions locales dans un contexte national qui liera aussi le plan d'action du gouvernement à celui du parti. Et dont la droite pourrait tirer profit en cas d'éché.

François TONNEAU

Jean Prouvé
Galerie DOWNTOWN
François Laffanour
recherche

Mobilier de Jean Prouvé et plus particulièrement hauteurs d'amphithéâtre réalisés pour la faculté de droit d'Aix-Marseille. Achat compliant.

Contactier M. HÉLÈNE SERRAVALI 01 53 10 32 22
serra@galeriedowntown.com

François Laffanour, membre de la Commission Nationale des Seguros

930753

Amicale des Retraités du groupe "La Provence" Concours de boules

Notre prochain concours aura lieu le **Mardi 23 octobre**

Il se déroulera sur le **jeu de boules des Olives**

Rendez-vous le **Mardi 23 octobre à 14h**

Tirage au sort 14h30

Soyez à l'heure